

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 378/00

ÉFAI – 000795 – EUR 44/069/00

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES DE TORTURE

TURQUIE **les proches et les sympathisants de prisonniers qui observent une grève de la faim**
Ümit Erkol, président de l'Ordre des médecins d'Ankara
65 autres personnes appréhendées

Londres, le 13 décembre 2000

La police a passé à tabac des dizaines de personnes lors d'une manifestation organisée dans la capitale, Ankara, en faveur de prisonniers politiques qui observent une grève de la faim. Des mouvements de protestation similaires sont prévus dans toute la Turquie au cours des prochains jours, et Amnesty International craint que de nombreuses autres personnes ne soient brutalisées ou torturées en garde à vue.

D'après les informations recueillies, les forces de l'ordre ont arrêté 66 personnes pendant la manifestation qui s'est déroulée le 12 décembre. Selon des témoins oculaires, une quinzaine d'entre elles ont été sauvagement battues lors de leur interpellation puis lorsqu'elles ont été emmenées dans un fourgon de police. Tous ceux qui ont été appréhendés doivent être conduits devant un procureur aujourd'hui.

Dans toute la Turquie, des prisonniers politiques mènent une grève de la faim pour protester contre les projets du gouvernement, qui entend les transférer dans de nouveaux établissements pénitentiaires où ils seront incarcérés dans de petites cellules, au lieu des dortoirs actuels dont la capacité d'accueil peut aller jusqu'à 60 détenus. Ils craignent d'être isolés et davantage exposés à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements s'ils sont soumis individuellement ou en petits groupes à un régime de réclusion cellulaire.

Des proches de ces grévistes de la faim organisent quotidiennement des manifestations de soutien. Le 12 décembre, quelque 500 contestataires, parmi lesquels des membres de l'*İnsan Hakları Derneği* (IHD, Association turque pour la défense des droits humains) et d'autres organisations non gouvernementales (ONG) de défense des droits humains, étaient rassemblés rue de Sakarya à midi et demi, lorsqu'ils ont été attaqués par la police. Deux journalistes et un caméraman qui couvraient la manifestation ont été blessés. Un groupe de contestataires ont ensuite lancé des pierres sur les policiers, qui ont répliqué en utilisant des canons à eau et du gaz lacrymogène.

Certains proches de détenus sont allés se réfugier dans les bureaux voisins de deux mouvements d'opposition, l'*Özgürlük ve Dayanışma Partisi* (ÖDP, Parti de la liberté et de la solidarité) et le *Türkiye Sosyalist İşçi Partisi* (TSİP, Parti des ouvriers socialistes turcs), et se seraient barricadés à l'intérieur. D'autres proches de prisonniers se trouvaient déjà dans les bureaux de l'ÖDP, où ils avaient entamé leur propre grève de la faim.

Des policiers à bord de véhicules blindés ont encerclé le bâtiment et ont été rejoints par des militants du mouvement ultranationaliste *Milliyetçi Hareket Partisi* (MHP, Parti de l'action nationale), qui ont entrepris de briser à coups de pierre les fenêtres des bureaux de l'ÖDP et du TSİP, qui se trouvent aux quatrième et cinquième étages. La police a fait irruption dans les locaux vers 15 heures, et a apparemment fait usage de gaz lacrymogène et passé à tabac et arrêté tous ceux qui s'y trouvaient. Au nombre des personnes appréhendées figurait le président de l'Ordre des médecins d'Ankara, Ümit Erkol, qui travaille également pour la *Türkiye İnsan Hakları Vakfı* (TIHV, Fondation turque des droits humains). Il a été relâché au bout de trois heures, après avoir été roué de coups par les forces de l'ordre dans les locaux de l'ÖDP, puis dans un fourgon de police.

Des personnes venues apporter leur soutien aux manifestants tandis qu'ils étaient barricadés à l'intérieur du bâtiment ont été brutalisées par les policiers et les militants ultranationalistes, et des contestataires se sont battus avec ces extrémistes à coups de pierre et de gourdin. Certains des manifestants ont été interpellés. Des médecins travaillant pour l'Institut médico-légal ont examiné 58 des 66 personnes arrêtées et 20 d'entre elles ont dû être hospitalisées. Aucun des membres du MHP n'a été appréhendé.

La section d'Ankara de l'IHD a été fermée le 12 décembre, apparemment après que ses membres eurent été menacés par téléphone pour avoir apporté leur soutien aux grévistes de la faim.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Plusieurs centaines de prisonniers politiques ont entamé une grève de la faim le 20 octobre, pour protester contre les modifications du système carcéral prévues par les autorités. Plus de 200 détenus ont radicalisé leur action et observent maintenant un jeûne strict (consistant à absorber uniquement des liquides non sucrés) : 26 d'entre eux sont dans un état critique et leurs jours sont en danger.

Les manifestations contre le nouveau système pénitentiaire se succèdent depuis plusieurs mois, et les policiers ont fait à maintes reprises un usage abusif de la force en réprimant ces mouvements de protestation. Ainsi, d'après les informations recueillies, au cours d'une manifestation ayant eu lieu en août, une femme a eu le nez cassé, tandis qu'une autre a été grièvement blessée à la tête et qu'une troisième a été victime d'atteintes sexuelles dans une voiture de police. Les tensions se sont exacerbées depuis que deux policiers ont été abattus et 12 autres blessés le 11 décembre, à Istanbul, par les membres d'une organisation interdite d'extrême-gauche, la *Türkiye İşçi Köylü Kurtulus Ordusu* (TIKKO, Armée de libération des paysans et travailleurs turcs), branche militaire du Parti communiste turc marxiste-léniniste (TKPML).

Dans un courrier adressé au ministre de la Justice, Amnesty International s'est déclarée préoccupée à l'idée que les autorités pourraient appliquer dans les nouveaux établissements pénitentiaires un régime de réclusion cellulaire pouvant s'apparenter à une forme de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, et favorisant le recours à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements. L'organisation a exhorté les autorités à permettre aux détenus de se rencontrer chaque jour.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / aérogramme / lettre par avion / lettre exprès / fax (en turc, en anglais ou dans votre propre langue) :

- demandez à être informé des charges retenues contre les 66 personnes arrêtées ;
- dites-vous vivement préoccupé par les allégations selon lesquelles des policiers ont fait un usage abusif de la force et maltraité Ümit Erkol ainsi que d'autres personnes appréhendées ;
- exhortez les autorités à mener une enquête exhaustive et impartiale, reposant notamment sur des examens médicaux indépendants, afin de déterminer si ces allégations sont fondées, et demandez à être informé des résultats de ces investigations ;
- appelez les autorités à traduire en justice les responsables présumés de ces agissements, à suspendre tout représentant de l'État soupçonné d'actes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements pendant toute la durée de l'enquête le concernant, et à le révoquer s'il est reconnu coupable des faits qui lui sont reprochés ;
- exhortez les autorités à veiller à ce que les forces de l'ordre ne recourent pas abusivement à la force et ne se livrent pas à des actes de torture, ni à d'autres formes de mauvais traitements, contre des manifestants ;
- dites-vous inquiet au vu des menaces dont ont été victimes des membres de l'*Insan Haklari Derneği* (IHD, Association turque pour la défense des droits humains) ;
- rappelez au gouvernement qu'il est tenu de respecter la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), à laquelle l'État turc est partie et dont l'article 3 dispose : « *Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants.* »

APPELS À :

Ministre de l'Intérieur :

Mr Saadettin Tantan
İçişleri Bakanı
İçişleri Bakanlığı
06644 Ankara, Turquie

Télégrammes : Interior Minister, Ankara, Turquie

Fax : + 90 312 418 1795

Formule d'appel : *Dear Minister,* / Monsieur le Ministre,

Ministre de la Justice :

Prof Hikmet Sami Türk
Adalet Bakanı
Adalet Bakanlığı
06659 Ankara, Turquie

Télégrammes : Adalet Bakanı, Ankara, Turquie

Fax : + 90 312 417 3954 / 418 5667

Formule d'appel : *Dear Minister,* / Monsieur le Ministre,

Chef de la police d'Ankara :

Ankara Emniyet Müdürü
Ankara Emniyet Müdürlüğü
Ankara, Turquie

Télégrammes : Ankara Emniyet Müdürü, Ankara, Turquie

Formule d'appel : *Dear Chief of Police,* / Monsieur,

COPIES À :

Ministre d'État chargé des Droits humains :

Mr Rüstü Kazım Yücelen
Office of the Prime Minister
Basbakanlık
06573 Ankara, Turquie
Fax : + 90 312 417 0476

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Turquie dans votre pays.

Les membres du Réseau d'Actions urgentes résidant dans des pays de l'Union européenne (UE) sont également invités à adresser des copies de leurs appels à leur ministre des Affaires étrangères. Merci d'avance.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 24 JANVIER 2001, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.